



Bagnolet, le 26 mars 2020

A l'attention de Monsieur Edouard Philippe  
Premier ministre  
Hôtel Matignon

Envoi par mail

Réf : LE/CD /007-2020

Objet : *crise du Covid-19 - Europe*

Monsieur le Premier ministre,

Nous venons aujourd'hui en soutien des demandes conjointes formulées par les partenaires sociaux européens - Confédération Européenne des Syndicats, BusinessEurope, CEEP, SMEUnited - dans une déclaration commune sur l'urgence sanitaire, sociale et économique liée au Covid-19.

Si l'heure est à la gestion de la crise sanitaire, la crise socio-économique majeure qui s'engage en conséquence et qui risque de durer nécessite des réponses étatiques et européennes à la hauteur de l'ampleur de la situation.

Tout doit être entrepris pour aider les travailleurs, les entreprises, les activités économiques et les services publics à survivre à la crise, notamment pour maintenir les travailleurs dans leur emploi, pour les protéger contre le chômage et la perte de revenus, et pour atténuer les pertes financières.

L'Europe doit faire preuve de responsabilité, de solidarité et d'efficacité face à cette urgence, en protégeant tous ses citoyens, travailleurs et entreprises.

A cet effet, les partenaires sociaux européens se sont exprimés :

- en soutien à l'ensemble des mesures annoncées par la Commission européenne et la Banque centrale européenne, institutions avec lesquelles ils sont en lien étroit pour une mise en oeuvre rapide et efficace des mesures qui viennent en complément des mesures nationales
- en appel du Conseil européen et des gouvernements des Etats membres aux fins d'approuver ces mesures sans modifications, qui ne pourraient qu'en affaiblir l'impact et l'efficacité

L'UNSA en appelle au gouvernement français à soutenir, à son niveau au sein de l'Europe, les mesures envisagées et insiste notamment sur :

- l'utilisation temporaire de la flexibilité prévue par le Pacte de stabilité et de croissance, y compris sa suspension temporaire par le recours à la clause de sauvegarde générale ;
- la prévention des distorsions du marché unique, en particulier les interdictions et les restrictions à l'exportation, notamment de matériel médical, et la continuité de la circulation des marchandises ;

- la nécessaire mobilisation des fonds structurels non utilisés et de tout autre financement communautaire disponible pour aider les États membres à renforcer les services de santé nationaux, les systèmes de protection sociale et tout autre service d'intérêt général, ainsi que les économies, et à assurer un soutien financier aux entreprises et aux travailleurs touchés par le chômage, notamment les plus précaires, y compris les travailleurs atypiques et les indépendants ;
- le besoin d'assurer l'accès au crédit et le soutien financier des entreprises avec une intervention coordonnée du budget de l'UE, de la BCE, de la BEI et des banques nationales, et en adaptant les règles fiscales et les aides d'État ;
- la nécessité d'activer le fonds de solidarité et tout autre financement disponible au niveau de l'UE.

Par ailleurs, L'UNSA recommande, comme les partenaires sociaux européens, que la Commission et les Etats membres, et en premier lieu le gouvernement français, veillent à ce que le soutien financier parvienne directement aux entreprises et aux travailleurs et que le rôle des partenaires sociaux nationaux dans la conception et la mise en œuvre des mesures nationales soit renforcé.

S'il en fallait une preuve, cette crise repose aussi la question des ressources propres de la Commission européenne au cœur des débats sur le budget pluriannuel 2021-2027, dans l'impasse à l'heure actuelle, qui doit permettre de mettre en œuvre une stratégie d'investissement ambitieuse, et doit être plus que jamais à la hauteur des défis envisagés notamment en matière d'environnement et d'intelligence artificielle, secteurs créateurs d'emplois dont l'Europe aura besoin au sortir de cette crise sanitaire.

Il en va de l'avenir de l'Europe. Si les citoyens européens ne trouvaient pas dans l'Europe la solidarité et les réponses qu'ils attendent pour faire face à cette crise inédite et sans précédent, il est à craindre un renouveau du repli nationaliste et les conséquences que nous en connaissons.

Enfin, nous venons d'apprendre que l'Eurogroupe a refusé l'émission d'euro-obligations qui permettrait d'atténuer l'impact économique de la crise sanitaire, mesure qui était soutenue par 9 Premiers ministres des Etats membres, dont la France. Nous vous demandons d'agir auprès du Conseil européen, qui doit être maintenant consulté, pour que cette mesure soit adoptée.

Vous remerciant de l'intérêt que vous porterez à nos préconisations au niveau européen, je vous prie de croire, Monsieur le Premier ministre, en ma plus haute considération.

Laurent ESCURE  
Secrétaire Général de l'UNSA

A blue ink signature of Laurent Escure, consisting of stylized initials and a surname.

Copie :

- Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des Affaires étrangères
- Thierry Breton, commissaire européen
- Amélie de Montchalin, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'Europe et des Affaires étrangères, chargée des affaires européennes
- Jean-Baptiste Lemoyné, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'Europe et des Affaires étrangères